Système d'usage de l'espace et connaissance des lieux

François-Michel Le Tourneau, Isabelle Tritsch

▶ **To cite this version:**

François-Michel Le Tourneau, Isabelle Tritsch. Système d'usage de l'espace et connaissance des lieux. Editions de l'IHEAL. Amazonie brésilienne, usages et représentations du territoire, 88, pp.189-202, 2017, Travaux et Mémoires, 978-2-37154-035-4. hal-01678077

HAL Id: hal-01678077
https://hal.science/hal-01678077

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François-Michel Le Tourneau (dir.)

Amazonie brésilienne
Usages et représentations du territoire

Éditions de l'IHEAL

Chapitre VI. Système d'usage de l'espace et connaissance des lieux

François-Michel Le Tourneau et Isabelle Tritsch

DOI : 10.4000/books.iheal.3184
Éditeur : Éditions de l'IHEAL
Lieu d'édition : Éditions de l'IHEAL
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 24 mai 2018
Collection : Travaux et mémoires
ISBN électronique : 9782371540385

OpenEdition books

http://books.openedition.org

Référence électronique
LE TOURNEAU, François-Michel ; TRITSCH, Isabelle. *Chapitre VI. Système d'usage de l'espace et connaissance des lieux* In : *Amazonie brésilienne : Usages et représentations du territoire* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 2017 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/iheal/3184>. ISBN : 9782371540385. DOI : 10.4000/books.iheal.3184.

Chapitre VI

Système d'usage de l'espace et connaissance des lieux

François-Michel Le Tourneau et Isabelle Tritsch

Dans les deux chapitres précédents, nous avons détaillé les activités et l'espace qu'elles occupent. Nous présentons ici une vision plus synthétique de ces informations, en insistant davantage sur ce que nous pouvons percevoir de la relation entre les populations traditionnelles et leurs territoires.

En effet, comme nous l'avons déjà souligné, c'est le postulat d'une relation particulière entre une population et son territoire qui sous-tend l'attribution de droits fonciers. Mais comment cette relation particulière se manifeste-t-elle ? Suppose-t-elle une connaissance spécifique des lieux, une activation de leur mémoire historique, un investissement symbolique ? Ou bien découle-t-elle seulement des activités que nous avons décrites plus haut, dans une relation de dépendance économique des hommes à leur environnement ?

Nous interrogerons en premier lieu la signification de la riche toponymie relevée au cours des études de terrain. Nous insisterons ensuite sur les processus migratoires qui ont abouti à la formation des villages et qui font des territoires occupés actuellement des constructions récentes, ce qui s'oppose à la vision d'un enracinement des populations concernées.

Dans un troisième temps, nous considérerons la relation entre les sociétés étudiées et leur territoire, qui s'opère principalement par un « système adaptatif » d'usage de l'environnement, qui pourrait constituer l'une des caractéristiques majeures[1]. Enfin, dans un dernier temps, nous nous interrogerons sur l'influence des changements sociaux en cours sur ce système et sa reproduction.

Une toponymie en cours de fixation

Durant les entretiens et grâce aux cartes mentales, nous avons pu noter dans les trois communautés du Trombetas 518 toponymes, dont la plupart ont ensuite été géoréférencés. Ce vaste ensemble de noms de lieux permet quelques analyses sur la manière dont les populations tissent des liens avec leur environnement.

Tableau 19. Typologie des toponymes recueillis dans le Trombetas

Catégories	Nombre
Créature mythique/surnaturelle	5
Événement historique/anecdotique	28
Faune/flore	152
Particularité géophysique	99
Personnage vivant/mort	81
Référence religieuse	23
Ville/fleuve/lieu connu*	77
Non identifié	53
Total	**518**

* Dans cette catégorie, sont classés les toponymes de lieux qui se trouvent en dehors de l'espace fréquenté par les communautés concernées, une toponymie en quelque sorte officielle et sur laquelle ils n'ont pas de prise, tels les noms de villes comme Manaus, Belém, etc.

1. E. F. Moran, *op. cit.*

Une toponymie liée à l'environnement

La plus grande partie de la toponymie fait référence à l'environnement en général, beaucoup plus qu'à des personnages ou bien à des événements (cf. tableau 19). Ces références incluent soit des allusions à des particularités géographiques (Serrinha : « Lieu de la petite colline » ; Lago cabeçudo : « Lac à grosse tête », etc.), soit à la faune ou à la flore (Ponta da preciosa : « Pointe de la cannelle » ; Lago do malval : « Lac de la jute », etc.). Ce type de noms de lieu représente 251 occurrences, soit *grosso modo* la moitié des toponymes recueillis.

Une autre catégorie assez présente est celle qui fait référence à des personnes (81 occurrences, soit 15,7 %) : Lago do Vinente, Ilha dos Adãos, etc. Ces noms sont les témoins de l'occupation des lieux et montrent en même temps le caractère récent du processus, puisque la plupart des personnes citées sont soit encore en vie, soit connues des informateurs les plus anciens. Si les personnes en question ne sont pas des personnages historiques célèbres, elles ont une histoire. Ainsi raconte-t-on au sujet de Higino, qui a donné son nom à la partie nord-ouest du lac d'Abuí, qu'il connaissait un « lac enchanté », duquel il tirait des œufs de tortues (cf. chapitre VIII : « Lieux enchantés et créatures surnaturelles »).

Le cas du « centre », la partie de l'île du Cuminã qui revient à la communauté de Campo Alegre, est très illustratif du processus récent de l'occupation de l'espace. Une partie des toponymes utilisés aujourd'hui a été donnée par un habitant présent depuis quelques années à peine et une autre partie par les membres de la famille de Lázaro, au fur et à mesure des expéditions de chasse qui les ont amenés à mieux connaître cet espace. Ils ont ainsi baptisé la Cabeceira do Ubimzal du fait de la concentration d'*ubim* (*Geonoma sp.*) dans la zone, ou bien la région du Caco do jabuti morto (carapace de la tortue morte) à cause d'une carapace trouvée là, probablement abandonnée par un jaguar.

L'histoire officielle est absente des toponymes, on ne trouve que quelques allusions à des anecdotes. Par exemple, le *Furo do chapa*, ou « Passage du dentier », est l'endroit où un ancien habitant a, un soir, fait tomber son dentier dans l'eau… Curieusement, la religion, aussi bien que la mythologie, sont plutôt absentes des noms de lieu, avec seulement 28 références au total (5,4 %). Quant à la toponymie amérindienne qui a dû précéder la présence des Quilombolas, elle est totalement effacée. Les seuls noms à consonance amérindienne sont ceux qui font référence à

des plantes ou à des animaux dont le nom a été emprunté aux langues indigènes, en général le tupi-guarani.

Un processus influencé par la navigation et encore en cours

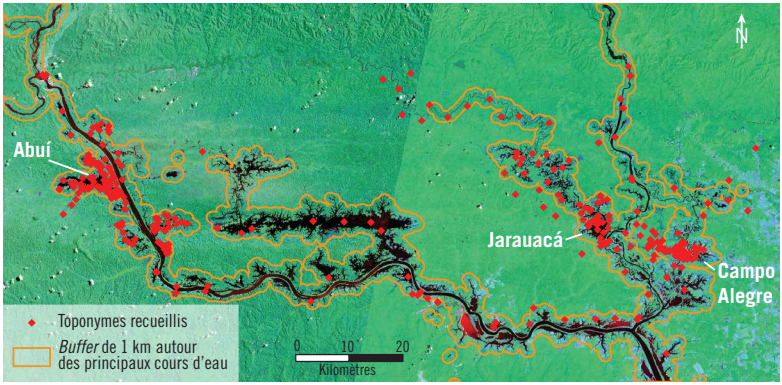
On peut considérer que cette toponymie est assez répétitive, dans la mesure où, lorsqu'une région possède un nom, celui-ci est décliné pour toutes sortes de lieux. Ainsi, une des îles du lac d'Abuí est appelée Policena et on trouve comme toponymes Ilha da Policena, Ponta da Policena, Cabeceira da Policena, etc. Mais cette répétitivité est due à l'utilisation dans la toponymie d'un vocabulaire très précis qui décrit finement l'environnement, en particulier l'interface fleuve/terre ferme. Les termes utilisés recoupent des définitions précises qui font qu'il n'y a aucune ambiguïté sur les lieux dont il s'agit, même si tous partagent le même nom de région. Ce vocabulaire est influencé par la navigation. On distingue ainsi *ponta* (cap), *cabeceira* (crique dont l'embouchure est large), *igarapé* (rivière), *lago* (lac qui maintient un peu d'eau, même à l'étiage), *furo* (passage par la forêt entre deux étendues d'eau, qui n'est en général accessible que durant une partie de l'année), *paraná* (canal d'entrée permanent), *boca* (embouchure), etc. Au total, 278 toponymes sur 518 (53,5 %) font explicitement référence à l'hydrographie, montrant combien celle-ci est cruciale dans l'accès aux lieux.

Si la toponymie est relativement détaillée dans certaines zones, la carte de répartition des noms recueillis montre clairement un effet de concentration autour des lieux de vie et une maille beaucoup plus lâche en s'éloignant, avec rapidement des vides importants (cf. carte 11 ci-après). Ce que révèle cette répartition, ce n'est pas une connaissance encyclopédique de l'espace qui entoure les communautés, mais une connaissance centrée sur les activités économiques et les nécessités de la subsistance. Comme le disait clairement un informateur lors d'un entretien qui tournait autour de nos objectifs et de la possibilité de cartographier les lieux : « Vous, vous voulez aller partout, mais nous, nous n'allons que là où l'on a besoin d'aller[2]. » Or, comme nous l'avons déjà souligné, ces activités se concentrent sur les berges des rivières et des

2. Interview de O. « Santo » par F.-M. Le Tourneau et S. Nasuti, Campo Alegre, avril 2012.

lacs et sur les voies navigables, qui sont les endroits où l'on peut le mieux se déplacer, pêcher, chasser ou collecter : 73,6 % des toponymes sont localisés à moins de 1 km d'un cours d'eau ou lac principal, et 66,6 % à moins de 500 mètres.

Carte 11. Localisation des toponymes et effet de bordure des cours d'eau



Source : Projet Usart, image Landsat/NASA. © FMLT.

L'analyse de la toponymie fait donc ressortir plusieurs éléments. En premier lieu, on constate qu'elle n'est pas figée. Il s'agit de noms qui sont encore pour l'essentiel locaux et que les habitants inventent ou changent quand ils en sentent le besoin. La toponymie n'est donc pas ici un palimpseste où l'on peut lire les traces d'une occupation passée, mais une toponymie pionnière, par laquelle les habitants prennent possession des régions qu'ils occupent. De fait, les villages que nous avons étudiés sont récents, même si l'occupation de la région peut être plus ancienne. En second lieu, et assez logiquement à partir de ce que nous venons de constater, la toponymie recueillie est essentiellement liée aux activités, en particulier aux activités quotidiennes. L'usage et l'appropriation symbolique de l'espace par des noms fonctionnent donc de pair.

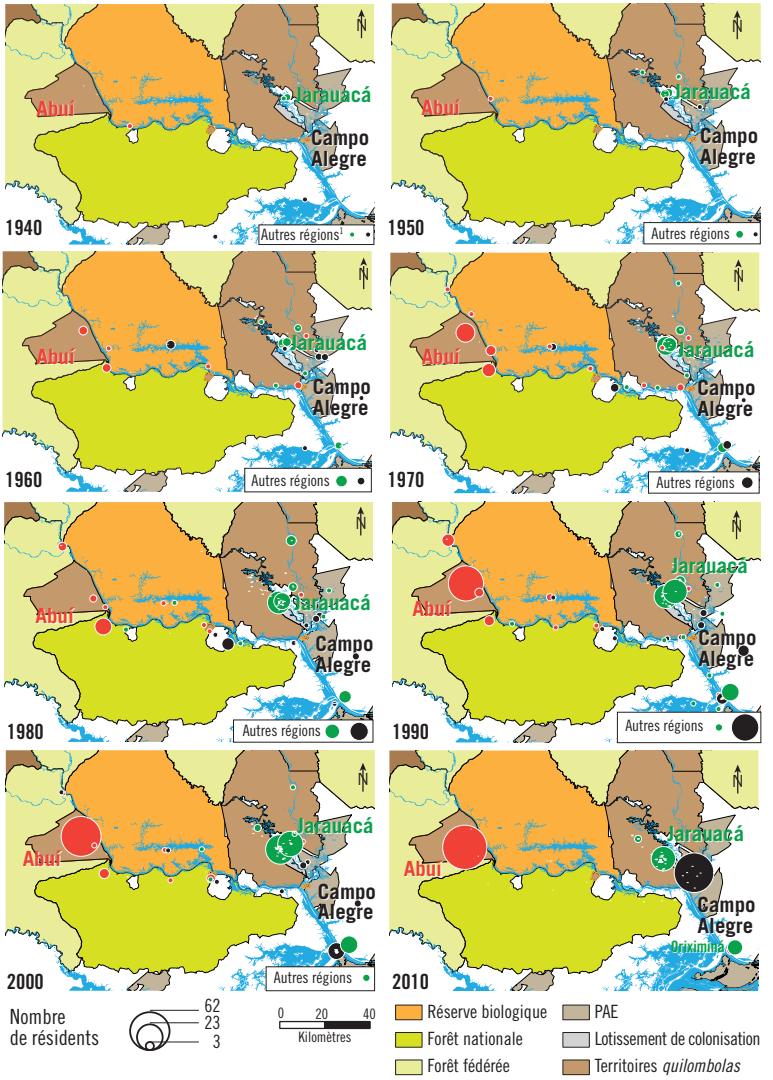
Des villages récents

Dans les trois sites du Trombetas, l'occupation de l'espace ne paraît pas très ancrée. On trouve peu de chemins dont le tracé soit vraiment imprimé et tant la toponymie, dont les références sont, on l'a vu, encore neuves, que le paysage portent encore peu de marques de la présence humaine permanente.

Cet état de fait est expliqué en grande partie par le système d'usage de l'espace qui dominait dans les communautés en question jusqu'à la fin des années 1980. Celui-ci est fondé sur une mobilité à deux échelles : des migrations successives de site en site, impulsées pour toute sorte de raisons, mais en particulier à cause de l'insécurité foncière, et une mobilité au sein des sites, pour divers motifs, comme la volonté de se rapprocher des abattis, les conflits avec les voisins, ou encore des arrangements financiers liés à des échanges de « lots ». Les maisons ont donc longtemps conservé une certaine mobilité et les systèmes d'occupation de l'espace qui leur sont associés n'ont pas eu le temps de s'ancrer profondément. Chemins de chasse et abattis sont avalés par la forêt en peu de temps (même si l'œil exercé peut les reconnaître pendant plus longtemps qu'on ne le croit) et les frêles infrastructures, comme les maisons ou les pontons, disparaissent encore plus vite. Seule la mémoire locale peut alors reconstituer les anciens sites, souvent afin de soutenir des revendications territoriales ou foncières.

Dans ce contexte, l'apparition des villages que nous connaissons aujourd'hui est récente. Dans les trois cas, si quelques maisons étaient présentes à partir des années 1940, il faudra attendre la fin des années 1970 pour que des hameaux se forment et la fin des années 1980 pour qu'ils dépassent une vingtaine de familles.

Carte 12. Localisation des habitants des trois communautés de 1940 à 2010



Source : Projet Usart. © FMLT.

1. Nombre d'habitants provenant de régions qui n'apparaissent pas sur la carte.

Cette carte, élaborée à partir des récits de vie recueillis en parallèle des questionnaires du projet Usart, montre bien ce point. Elle localise en effet, pour chaque décennie depuis les années 1940, où se trouvaient les habitants actuels de la communauté, s'ils étaient déjà nés. Logiquement, l'étape ultime, 2010, correspondant à la date de nos entretiens, voit presque tous les habitants concentrés dans la communauté, bien qu'on note quelques « détachés » à Oriximiná. Mais, ce qui est intéressant est la dynamique que cet ensemble de cartes montre entre les années 1940 et la situation actuelle. On note en premier lieu que, dans les années 1940, les trois sites apparaissent très peu. Cela est, certes, dû au fait que les personnes nées à cette époque peuvent être décédées, mais ce n'est pas l'explication principale, les septuagénaires étant aujourd'hui assez nombreux, même en Amazonie. La carte indique surtout que les communautés actuelles d'Abuí et de Campo Alegre n'existaient pas. Le nombre d'habitants augmente rapidement dans les années 1950 et 1960, mais l'on observe bien que l'habitat à l'époque est très dispersé : on se situe avant la création des « communautés » et les familles habitent sur les berges des cours d'eau et des lacs. On constate toutefois une certaine cohérence régionale entre les sites : les individus qui s'installeront à Abuí ont plutôt tendance à provenir du cours supérieur du Trombetas ; ceux de Jarauacá, de la région du lac du même nom ou de la rivière Acapu ; et ceux de Campo Alegre, du cours moyen ou inférieur du Trombetas. Aucune personne extérieure à la région ne s'installe à Abuí, très peu s'établissent à Jarauacá, mais un contingent plus important s'ancre à Campo Alegre.

À partir des années 1980, les villages que nous étudions commencent à apparaître clairement. Ceci est dû à leur fondation officielle, bien sûr, mais aussi à l'accroissement démographique naturel, qui est perceptible dès la décennie 1990. Les familles installées sur les sites ont de nombreux enfants qui contribuent au rapide accroissement des villages. Le nombre de personnes installées dépasse alors celui des nouvelles arrivées, créant une dynamique locale que nous percevons encore aujourd'hui. Mais, si la croissance semble dorénavant rapide et endogène, il faut néanmoins souligner que la plupart des habitants, y compris les plus anciennement installés, viennent d'autres régions (régions voisines incluses) et ne sont arrivés que récemment sur les sites étudiés. Ils y ont mis en place un système de subsistance qu'ils connaissaient, adapté à l'environnement amazonien, et ont cherché à localiser les ressources disponibles, en en

connaissant d'ailleurs déjà certaines grâce à la pratique des collectes extractivistes, en particulier de la noix du Brésil. Leur connaissance de l'espace s'est ensuite affinée par le biais de certaines activités, en particulier de la chasse, qui permet de reconnaître d'importants territoires et d'en sonder les potentialités. Ce processus est d'ailleurs encore en cours dans une large mesure.

Le système d'usage de l'espace, médiateur entre les hommes et les lieux

Une des hypothèses qui sous-tendait la mise en œuvre du projet Usart était que les populations traditionnelles que nous souhaitions étudier avaient une connaissance particulière des lieux dans lesquels elles déploient leurs activités. Nous avons pu établir, *via* le recueil des toponymes et l'analyse de la toponymie que s'ils pratiquent indubitablement des activités qui les entraînent à fréquenter des lieux distants ou nombreux, les habitants des villages que nous avons étudiés ne semblent pas, à l'exception de Cunani, disposer d'une familiarité avec les lieux qu'ils occupent. On entend par « familiarité » un enracinement dans lequel la connaissance géographique est associée à l'activation d'une mémoire remontant à plusieurs générations. La toponymie, en particulier, est soit d'invention récente, soit fait référence à un passé qui n'est pas connu et avec lequel les habitants ne semblent pas entretenir de familiarité.

Pour autant, on a pu observer, dans les divers déplacements et dans l'évocation des activités, une grande familiarité avec les milieux forestier et fluvial. Dès lors, il semble que ce que nous observons pour l'espace n'est pas la connaissance en profondeur d'un territoire, mais bien plus le déploiement d'un « système adaptatif » (selon l'heureuse expression d'Emilio Moran[3]) d'usage des ressources. Ce système est fondé sur un certain nombre de connaissances pratiques (savoir s'orienter en forêt, savoir lire les eaux des fleuves et les courants, connaître les plantes utiles et les habitudes des animaux afin de chasser et pêcher efficacement, reconnaître les sols propices à l'agriculture, etc.), mais aussi sur des processus

3. E. F. Moran, *op. cit.*

cognitifs complexes, auxquels les enfants sont entraînés dès leur plus jeune âge (telle la mémorisation d'éléments mineurs du paysage comme points de repère[4]). Cet ensemble est constamment réactivé lors des séjours de chasse ou de collecte, mais aussi lors des activités agricoles. Il n'est pas sans faille, puisque, par exemple, nombreux sont les cas d'abattis qui finissent par être noyés sous les eaux d'une crue plus importante et nombreux aussi les chasseurs qui se perdent durant quelques heures en forêt.

Cet ensemble a par ailleurs une finalité très pratique, il ne vise pas à une connaissance du milieu ou des lieux pour leur valeur propre, mais pour en tirer une subsistance économique. Enfin, il s'agit d'un système flexible, qui peut inclure de nouvelles activités, ou bien en abandonner certaines, essentiellement en fonction de leur rentabilité. Ainsi, les populations concernées ne voient pas de difficulté à intégrer l'orpaillage à leurs sources de subsistance, tant que celui-ci est profitable et que les avantages que l'on en tire compensent le danger et l'inconfort. De la même manière, la pratique de telle ou telle collecte dans la forêt est subordonnée au cours du produit chez les principaux acheteurs. De ce point de vue, on doit contester fortement les identités trop souvent liées à un produit donné : les *castanheiros* sont souvent d'anciens *seringueiros* (quand le cours du latex était intéressant), ou *balateiros,* et pourraient aussi bien devenir des *andirobeiros* si le marché de cette huile devait croître.

Ce serait donc plus la pratique de ce système qui caractérise les populations traditionnelles que leur relation à un lieu donné. À chacune des étapes d'installation des populations, on peut constater qu'elles mettent en œuvre ce même système qui leur permet de subsister principalement à partir de ressources naturelles[5]. On doit enfin souligner le caractère dynamique dans l'espace du système en question : les activités de chasse et de pêche et les collectes de ressources végétales permettent d'inventorier en permanence les ressources disponibles et d'en découvrir de nouvelles, qu'il s'agisse d'un arbre intéressant pour faire des planches ou une pirogue, de ressources à collecter (huiles, résine), de coins de pêche prometteurs,

4. Ces points de repère sont clairs uniquement pour qui a la même familiarité avec l'environnement.
5. Si ces populations ne fabriquent pas tout ce qu'elles consomment – et de loin – à partir des ressources naturelles disponibles, c'est en revanche de ces ressources qu'elles tirent les moyens financiers nécessaires pour acquérir les produits de l'extérieur.

ou encore de zones de forêt particulièrement propices à l'implantation d'abattis.

La situation actuelle semble cependant impliquer à tout le moins une redéfinition de ce système. En premier lieu, le contexte foncier a changé et les territoires sont désormais limités. Il est vrai que, dans certains cas, les surfaces obtenues sont assez grandes pour qu'il y ait tout l'espace nécessaire au maintien de la dynamique « traditionnelle ». Mais ce n'est pas le cas partout et l'évolution de la communauté de Campo Alegre montre bien les impasses qui en découlent : cernés de toute part et incapables désormais d'accéder aux zones de collecte de la noix du Brésil, les habitants doivent se tourner davantage vers l'agriculture, ou vers l'élevage. Par ailleurs, même dans les villages dans lesquels on dispose d'assez d'espace, les zones qui étaient utilisées peuvent se trouver dans d'autres unités et l'espace obtenu peut ne pas convenir. C'est par exemple le cas pour Abuí, dont les habitants utilisaient intensivement l'espace de la réserve biologique, située sur la rive gauche du Trombetas et facile d'accès car fourmillant de lacs, de canaux et de rivières ; en revanche, l'espace de ce qui est aujourd'hui le *quilombo* Mãe Domingas, bien qu'important (62 000 ha), est moins utilisé, puisqu'il s'agit pour l'essentiel de forêts de terre ferme qui ne sont accessibles qu'à pied, rendant impraticables les collectes de ressources de la forêt au-delà de quelques kilomètres.

Une grave crise de subsistance pourrait résulter de la fermeture de l'espace et de la perte de valeur de nombreux produits de la forêt. Si elle ne semble pas se produire, c'est sans doute grâce à la mise en place de grands programmes d'assistance sociale, dont les populations traditionnelles sont largement bénéficiaires.

Une dissociation des revenus et de l'espace ?

Comme nous l'avons souligné, les deux moteurs essentiels de la connaissance de l'espace sont les activités de subsistance et l'exploitation économique des ressources de l'environnement. Or, depuis une dizaine d'années, la situation des populations traditionnelles est en train de changer considérablement du fait de leur inclusion dans les politiques sociales de l'État fédéral brésilien. Conçues principalement pour des populations pauvres urbaines ou pour des populations des régions

déshéritées comme le Nordeste, ces politiques (par ailleurs parfaitement légitimes au vu des conditions de vie sur place) modifient en profondeur le mode de vie local. Les principaux dispositifs sont :

– les retraites rurales (un salaire minimum), attribuées à tout habitant des zones rurales après 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes ;
– les allocations sociales, en particulier les allocations familiales dans le cadre du programme *Bolsa família* ;
– les pensions d'invalidité, les indemnités de maternité, etc.

À ces dispositifs directs d'indemnisation s'ajoutent d'autres mécanismes. La politique d'universalisation de l'accès à l'école, par exemple, s'est accompagnée de la création de nombreux groupes scolaires, notamment en milieu rural, créant des emplois fixes et bien rémunérés (professeurs, mais aussi employés de ménage, cuisiniers, conducteurs de bateau de ramassage scolaire), qui sont occupés en partie par des membres des communautés locales. De la même manière, la politique d'amélioration des conditions sanitaires a entraîné la création de dispensaires, certes précaires, mais employant des agents de santé recrutés localement. Enfin, les territoires *quilombolas* font l'objet de mesures particulières avec la distribution de colis alimentaires tous les mois. L'importance de ces changements peut se mesurer dans notre échantillon d'étude.

Tableau 20. Sources de revenus fixes des ménages interviewés

	Abuí	Jarauacá	Campo Alegre	Total
Salaire fixe	5/28	10/31	4/25	**19/84**
Retraite rurale	3/28	10/31	5/25	**18/84**
Allocations sociales	9/28	17/31	6/25	**32/84**
Autres	1/28	3/31	2/25	**6/84**

On constate que 32 ménages sur 84[6], soit plus d'un tiers, reçoivent des allocations sociales[7] et 18 sur 84, des retraites rurales. Quant aux

6. On a, pour ce domaine, préféré raisonner par ménage, car les allocations, notamment, ne sont pas des revenus individuels.
7. L'enquête sur Abuí date de 2010. Il est probable que le nombre de personnes touchant des allocations dans cette zone a beaucoup crû depuis.

salaires fixes, ils proviennent essentiellement des postes décrits plus haut : professeurs, agents de santé, etc. En effet, lorsque l'on s'intéresse aux activités pratiquées, seules 7 personnes déclarent pratiquer l'artisanat et 7, le commerce local. La vente de journées de travail, ou l'exécution de contrats courts en ville ou dans des fermes, est plus répandue, mais il est difficile de l'évaluer par des chiffres, car il s'agit d'activités très fluctuantes.

Les conséquences de ces mesures sont en premier lieu l'entrée des communautés rurales dans une économie monétaire dont elles étaient souvent exclues, ou dans laquelle elles étaient très marginalisées. Ce changement est profond. Les allocations ou les retraites rurales, par exemple, sont versées sur des comptes bancaires, ce qui implique donc d'en ouvrir un. De ce fait, les familles ont aujourd'hui accès au crédit. Elles effectuent aussi désormais leurs achats dans le circuit formel, en numéraire, même si elles continuent souvent de tenir des comptes chez des intermédiaires qui sont plus souples sur les délais de paiement et peuvent éventuellement être rémunérés en nature.

En second lieu, on observe un début de déconnexion entre les revenus et l'espace, ce qui est une grande nouveauté. En effet, le montant des allocations est plutôt élevé dans un contexte où les populations n'ont pas de loyer à payer et très peu de frais concernant leur habitat en général. Elles concentrent donc ces revenus sur des investissements (moteurs et essence, en particulier), sur des achats alimentaires (qui rendent moins nécessaires la pratique de l'agriculture), ou sur des biens de consommation (réfrigérateurs, téléphones portables, TV, chaînes hi-fi, etc.). Quoi qu'il en soit, ces revenus modifient la gestion du temps de travail, puisqu'il devient bien moins nécessaire de réaliser, par exemple, des expéditions de longue durée pour collecter la noix du Brésil, les besoins étant déjà satisfaits.

Un système en mutation ?

Nous avons essayé de montrer au cours de ce chapitre que la relation des populations traditionnelles à leur espace, au contraire de ce que la référence à la « tradition » semble suggérer, ne se pose pas en termes d'amplitude historique de l'occupation. Dans la plupart des cas

étudiés, la fixation de la population est récente, remontant, tout au plus, à quelques décennies. La relation à l'espace révèle donc bien plus un système de connaissances mobilisable dans l'environnement fluvial et forestier qu'une connaissance reliée à des lieux précis, même s'il y a évidemment aussi, de la part des habitants, un savoir très étendu sur la configuration des espaces dans lesquels ils évoluent tous les jours (et qui est complexe du fait des variations entre saisons).

Ce système d'interactions avec l'environnement est déplacé par les habitants à chacune de leurs migrations et reproduit de manière relativement uniforme, par l'identification et l'utilisation d'espaces agricoles, de collecte, etc. Dans certains cas, des fragments du système antérieur (par exemple des zones de collecte de telle ou telle ressource qui sont encore accessibles) sont associés à de nouveaux espaces. Ainsi configuré, le système permet d'étendre les activités pour diversifier les sources de revenu, ou bien de les concentrer sur un éventail plus restreint de produits en fonction de leur rentabilité. Il est, enfin, dynamique et permet d'agréger de nouvelles pratiques en fonction des nécessités.

Si ce système d'utilisation de l'espace peut être considéré comme une caractéristique essentielle des populations traditionnelles, il subit également les changements sociaux en cours. Plusieurs transformations successives se sont produites depuis une quinzaine d'années, qui ont profondément modifié les conditions de vie dans les sites que nous avons étudiés. On peut notamment citer l'accès à la sécurité foncière, mais en même temps la fermeture des espaces, la diminution de l'isolement, la multiplication des emplois salariés, ou l'extension des politiques sociales. Ces facteurs interagissent de manière complexe avec le système que nous venons de décrire. D'un côté en effet, dans des cas comme ceux des *quilombos* du Trombetas ou du village de São Francisco do Iratapuru, l'obtention de vastes territoires permet de pérenniser les systèmes de collecte (ce qui n'est pas le cas, en revanche, à Campo Alegre). Mais, d'un autre côté, on observe que l'économie monétaire des ménages se concentre de plus en plus sur la commercialisation de produits agricoles ou sur des emplois salariés, ce qui entraîne une dissociation entre l'usage de l'espace et les revenus, qui peut, à terme, menacer la reproduction du système. On en est cependant encore loin, notamment à cause du rôle que les ressources extraites de l'environnement continuent de tenir dans la subsistance des foyers.